

CRISES MONDIALES



REPONSES DURABLES



ied INNOVATIONS
ENVIRONNEMENT
DEVELOPPEMENT
AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL 2008

Photos de couverture :
images du Niger par Awa Faly BA, Bara Guèye, Malene Wiinblad, Point Focal de Tahoua du Réseau GRN-D Niger



Sommaire

Mot de la Présidente du Conseil d'Administration	7
Mot du Directeur	9
IED Afrique en bref	11
Regard sur un monde en crises	12
Construire une citoyenneté nouvelle	14
Promouvoir la bonne gouvernance des ressources naturelles	18
Valoriser les pratiques agricoles alternatives	23
Programmes de ied afrique en 2008	29
Perspectives 2009	31
Budget 2008	32
Supports produits en 2009	33
Equipe exécutive	34

Mot de la Présidente du Conseil d'Administration



Chers amis,

2008 semble avoir été pour le monde une année de turbulences. En réalité, c'est une année à marquer d'une pierre blanche tant elle a révélé les failles de la globalisation et remis en questions les options productivistes, mercantiles et néo-libérales qui gouvernent le monde. Une évidence apparaît encore plus claire : le développement durable de cette planète ne se fera pas sans revisiter les rapports entre gouvernants et gouvernés, d'où la nécessité de repenser fondamentalement la gouvernance mondiale.

IED Afrique, de ce point de vue a été visionnaire, elle qui a pour credo la participation citoyenne et la transparence de l'action publique. Notre institution donne, à travers ses différents programmes, du contenu, des outils et des approches à ces principes parfois galvaudés.

Au terme de l'année 2008, IED Afrique a voulu, elle aussi, comme beaucoup d'organisations et d'Etats, repenser sa position et son rôle au regard des crises mondiales en terme d'analyse de la situation et de pistes de réponses qu'elle pourrait apporter.

La lecture de ce rapport annuel devrait donner un regard optimiste et positif de ces crises que nous espérons refondatrices. Le message fondamental de IED Afrique est que le local est une échelle d'apprentissage et d'inspiration pour les acteurs globaux et qu'explorer les alternatives, loin d'ébranler les acquis, permet de les renforcer en les diversifiant.

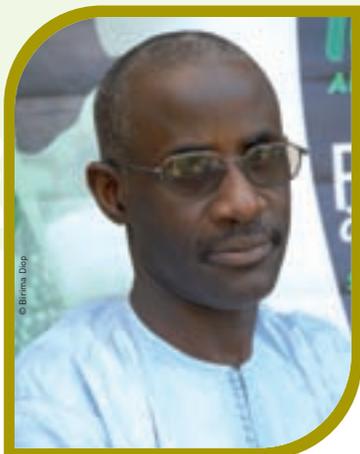
Dans cette optique, IED Afrique développe des outils pour construire une citoyenneté nouvelle, promouvoir une bonne gouvernance des ressources naturelles, et valoriser les pratiques agricoles alternatives.

2008 aura été une année d'effervescence mais surtout de mobilisation. Nous souhaitons une année 2009 plus sereine pour les citoyens du monde qui subissent les contrecoups de la globalisation sans jouir de ses fruits.

A toute l'équipe de IED Afrique, mon message sera court : Bonne continuation.

Bonne lecture à tous

Mme Katy Cissé Wone
Présidente du Conseil d'Administration



Chers collègues, chers amis

Ouf !! Serait-on tenté de dire au sortir de cette année 2008 traversée par une série de crises particulièrement sévères. Mais hélas, nous devons nous rendre à l'évidence : celles-ci n'ont pas encore révélé toutes leurs facettes. Nous devons donc nous attendre à ce que ces crises persistent encore en 2009 et sans doute au delà. Cette situation interpelle non seulement les décideurs, mais aussi tous les acteurs en particulier les organisations d'appui au développement travaillant avec les communautés à la base.

Trois crises, l'une alimentaire, l'autre énergétique et la troisième financière dont on percevait, quand même, les prémices depuis quelques années. Mais comme nous en discuterons plus loin dans ce rapport, ces crises ne sont que les manifestations les plus visibles d'une crise plus grande et plus pernicieuse, celle de la gouvernance mondiale. L'hégémonie d'un petit nombre d'acteurs globaux sur les principales décisions économiques, et même politiques, ainsi que l'exclusion de la quasi totalité des populations des pays pauvres de ce système en sont parmi les principaux soubassements. Les effets combinés de cette situation ont été particulièrement dramatiques pour les populations les plus vulnérables en Afrique : renchérissement des prix des denrées de première nécessité, pressions sur les budgets nationaux se traduisant par une réduction des investissements publics dans les services sociaux de base et dans l'agriculture, exode rural massif et tensions sociales dans les villes, une plus grande pression sur les ressources naturelles des pays du Sud, etc.

Cette situation n'épargne aucun secteur. C'est la raison pour laquelle IED Afrique a choisi d'en faire le thème central de son rapport annuel 2008. « Crises mondiales, réponses durables » est donc le titre que nous avons choisi pour ce rapport. Ainsi, nous essaierons de vous donner une lecture de ces crises de même que leurs implications en relation avec les grandes thématiques qui structurent notre intervention. Nous pensons qu'une prise en compte responsable des défis que pose la mondialisation non concertée devra nous mener inéluctablement vers une redéfinition de nos stratégies d'intervention axées sur une triple exigence de construction d'une nouvelle citoyenneté portée par des populations bien « capacitées » et conscientes de leurs droits pour exiger plus de transparence et de redevabilité dans les décisions (qui les engagent) prises par les Etats et le secteur privé ; la définition de nouveaux mécanismes de co-gouvernance des ressources naturelles locales pour réduire la dépendance des communautés des ressources extérieures et enfin la valorisation des pratiques agricoles locales alternatives afin de contribuer à la souveraineté et la sécurité alimentaires des populations vulnérables.

Durant toute l'année 2008, et malgré les difficultés que ces crises ont générées, nous avons, été réconfortés de constater la consolidation de l'engagement des communautés avec lesquelles nous travaillons dans le renforcement de l'inclusion et de la participation citoyenne, la valorisation des pratiques et de l'innovation locales de gestion durable des ressources naturelles. Nous restons plus que jamais convaincus que nous avons beaucoup à apprendre des capacités d'adaptation et de la résilience des communautés pour inventer des solutions novatrices pouvant informer les politiques publiques.

C'est le lieu de remercier encore une fois tous les partenaires stratégiques et financiers qui continuent à nous faire confiance : l'IED Grande Bretagne, la coopération suédoise, ILEIA, le CPRC, MISEREOR. Nous remercions également le CRDI, la Banque Mondiale et l'UICN-Pays Bas avec qui nous allons bâtir un nouveau partenariat à partir de 2009. Leurs soutiens nous permettent d'accompagner les initiatives des communautés qui s'associent à ces remerciements.

C'est aussi l'occasion pour nous de rendre hommage à tous nos partenaires techniques de la sous-région qui ont joué un rôle de tout premier plan dans la production des résultats qui vous sont présentés dans le présent rapport.

Je ne saurais terminer sans saluer l'engagement constant et dynamique de toute l'équipe de IED Afrique.

Très Bonne Année 2009

Mamadou Bara Guèye
Directeur IED Afrique

IED Afrique en bref

IED Afrique est une organisation à but non lucratif créée en 2005 en remplacement du Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED Grande Bretagne) mis en place depuis 1993. Ainsi l'organisation capitalise près de deux décennies de promotion des approches participatives appliquées à la gouvernance en Afrique francophone. IED Afrique a une vocation régionale et conduit actuellement des programmes spécifiques au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal avec des interventions dans d'autres pays comme le Bénin, le Cameroun ou la Mauritanie.

La vision de IED Afrique est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations.

La mission de IED Afrique est de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives de décentralisation, de gouvernance locale et de gestion des ressources naturelles.

La stratégie d'IED Afrique s'articule autour de cinq axes principaux : la recherche-action, le réseautage, les groupes d'apprentissage pour le renforcement des capacités, l'approche régionale, la communication et la gestion des connaissances.



© Lamine Seck



© Awa Faly Ba



REGARD SUR UN MONDE EN CRISES

Trois crises majeures, étroitement liées et aux effets considérables, ont éclaté presque simultanément au cours de l'année 2008. Il s'agit de la crise alimentaire, de la crise énergétique et de la crise financière. On serait même tenté d'y ajouter une crise écologique ou environnementale mais celle-ci se manifeste déjà depuis plusieurs années à travers la modification des températures et les désastres naturels qui en découlent.

La crise alimentaire s'est manifestée par une baisse de l'offre et une augmentation des prix à la consommation. La flambée des prix des denrées de première nécessité a été l'un des premiers effets. Si elle a fortement secoué les populations partout dans le monde, en Afrique, où la sécurité alimentaire reste un défi majeur, la crise alimentaire a revêtu un caractère quasi dramatique augmentant la vulnérabilité de milliers de familles précaires dépendantes du marché aussi bien pour la consommation que la production.

Plusieurs facteurs ont conduit à cette tension sur le marché des produits alimentaires de base notamment : l'augmentation de la demande de certains pays émergents et la décision d'autres pays de réduire leurs exportations pour répondre à la croissance de leur propre demande intérieure; une baisse relative de la production alimentaire et les usages concurrents de certains produits avec les biocarburants.

Au-delà de leurs manifestations les plus spectaculaires, avec les fameuses émeutes de la faim, ces événements mettent à nu les limites du modèle agricole dominant. Productiviste et extravertie,

l'agriculture mondiale est orientée davantage vers la satisfaction des besoins d'un marché global indifférent aux spécificités des marchés locaux. Elle est basée sur des relations inéquitables et déséquilibrées qui consacrent l'hégémonie des quelques acteurs globaux et excluent les petits producteurs des circuits régissant l'économie.

La flambée des prix du pétrole et de ses dérivés, autre bouleversement majeur de l'année 2008, explique également le renchérissement des prix de plusieurs denrées de première nécessité dont les céréales, les intrants et les équipements agricoles. En effet, la place stratégique qu'occupe le pétrole dans l'économie mondiale fait que toute fluctuation de ce produit s'amplifie suivant un effet domino sur les coûts des autres produits de consommation.

Cette pénurie de pétrole et de gaz a contribué, en Afrique, à l'exacerbation de l'exploitation des ressources naturelles locales : recours au bois de chauffe et au charbon de bois à la place du gaz devenu plus cher et souvent en rupture, pratiques agricoles plus extensives du fait de l'accès plus difficile aux intrants, etc... Cette crise énergétique est sans doute le résultat d'une demande et d'une exploitation immodérées d'une ressource à l'évidence non renouvelable.

La crise financière, quant à elle, a révélé au grand jour le caractère artificiel du système financier mondial. Les contrecoups possibles sur le volume de l'aide publique au développement pourraient avoir des conséquences néfastes sur les investissements publics en faveur de secteurs sociaux prioritaires ou de l'agriculture. Les faillites en cascade de grandes institutions financières et leurs conséquences en chaîne, soulèvent également la problématique de la responsabilité sociétale du secteur privé et la nécessité d'instaurer des mécanismes de transparence et de redevabilité.



Seul aspect positif, une plus grande prise de conscience de la part des gouvernements africains de la nécessité de mettre en place des politiques agricoles et alimentaires moins dépendantes du marché extérieur. C'est dans ce cadre qu'il faut situer les innombrables initiatives prises à travers le continent. Toutefois, au regard des options agricoles productivistes et peu soucieuses de l'environnement, la satisfaction est à relativiser. En effet, ces options s'appuient encore sur cette logique de l'urgence qui justifie des pratiques non durables et des réponses partielles. On note l'absence de politiques et de programmes visant à réduire la dépendance énergétique des ménages ruraux pauvres. Des solutions énergétiques diversifiées, accessibles

et durables comprenant un appui aux initiatives locales en matière de conservation des ressources naturelles locales devraient être mises en place.

Si certains semblent surpris par la gravité et la soudaineté de ces crises, plusieurs observateurs avisés s'attendaient à ce qui apparaît comme les manifestations de l'essoufflement du modèle économique mondial. La vraie crise est celle de la gouvernance mondiale. En effet, depuis la chute du mur de Berlin et la fin des idéologies, la globalisation s'est renforcée jusque dans le mode de gestion du monde. Cette situation se traduit par une concentration des pouvoirs économiques et politiques aux mains d'un nombre réduit d'acteurs globaux ne se sentant redevables ni aux Etats ni aux citoyens. Les centres de décisions se sont ainsi déplacés des Etats vers ces acteurs économiques globaux qui contrôlent les marchés et impulsent un rythme et des priorités dans lesquelles il est parfois difficile de retrouver les préoccupations basiques des citoyens de ce monde.

En Afrique, où la légitimité de l'Etat demeure faible dans beaucoup de pays, ce constat renforce le sentiment des citoyens qu'ils sont délaissés au profit d'autres intérêts. C'est un paradoxe pathétique qui, loin de favoriser une réelle amélioration des conditions de vie, renforce plutôt la précarité des groupes les plus vulnérables. Les écarts entre riches et pauvres se creusent de plus en plus.

En réaction à cet ordre mondial injuste, il y a une remobilisation citoyenne à l'échelle du globe qui tente de prendre le contre-pied de cette tendance. A différentes échelles, les citoyens essaient de se repositionner dans ce mécanisme de gouvernance qui semble avoir perdu le sens de l'essentiel : servir le mieux-être du citoyen !



CONSTRUIRE UNE CITOYENNETE NOUVELLE

La succession d'évènements, qui a marqué 2008, pose la nécessité de repenser les fondements de la société dite post-moderne et libérale. Dans cette perspective, la priorité doit consister à remettre de l'ordre dans le processus de décision en renforçant le pouvoir et les capacités des citoyens à contrôler l'action des institutions publiques et privées. Dans le même temps, les institutions ont également besoin d'être appuyées afin de retrouver leur dimension sociale et citoyenne.

Pour IED Afrique, le niveau local constitue l'échelle la plus pertinente pour revisiter le rapport citoyen/gouvernant. En effet, la vague de décentralisation en Afrique francophone est une opportunité pour renforcer la participation citoyenne et pour transformer les institutions en espaces inclusifs. Les outils de renforcement de la transparence budgétaire et du contrôle citoyen de l'action des gouvernements locaux développés par IED Afrique dans le cadre du Programme Réussir la Décentralisation pourraient inspirer un processus similaire à d'autres échelles et même avec le secteur privé.

1.1. VERS L'INSTITUTIONNALISATION DU BUDGET PARTICIPATIF

Un des défis majeurs de la participation citoyenne est celui de son opérationnalisation. IED Afrique a développé avec ses partenaires locaux, des instruments qui permettent aux collectivités d'assurer l'inclusion des citoyens et à ces derniers de contrôler l'action des élus : ce sont les outils de budget et suivi évaluation participatifs. Ces éléments constituent un point de départ pour une refondation des institutions et de la philosophie de gouvernance.



© Barra Guèye

En 2008, pour la 5ème année consécutive, IED Afrique accompagne les communautés rurales de Fissel et Ndiagianiao au Sénégal, dans la mise en place d'un processus d'orientation, de planification, et de suivi budgétaires avec la participation de l'ensemble des citoyens de ces collectivités locales. L'exercice est maintenant ancré dans la vie des institutions de ces deux communautés rurales qui en tirent un réel bénéfice à travers la mobilisation des ressources et l'impulsion d'une vraie dynamique de développement local participatif.



2008 a donc été une année de consolidation avec l'institutionnalisation des forums de compte rendu budgétaire : le forum de restitution après le vote du budget et son approbation par le sous-préfet, le forum de compte rendu à mi-parcours et le forum de compte rendu final et de planification en fin d'exercice budgétaire. Ces trois forums constituent des moments forts qui permettent à l'exécutif local de rendre compte et aux citoyens de vérifier et d'évaluer la mise en œuvre du budget. Ces rencontres constituent également des plateformes

pour sensibiliser les citoyens et les différents acteurs économiques sur leurs devoirs, rôles et responsabilités dans la mobilisation des ressources financières. La couverture radiophonique des différents forums est devenue systématique à travers un partenariat établi avec la Radio Communautaire de Fissel qui couvre les deux localités. Ainsi, les différentes activités ont un écho permanent dans la vie quotidienne des populations de Fissel et de Ndiagianao.

Du Budget au Plan Local de Développement Participatif

Le Plan Local de Développement (PLD) est l'outil de planification prévu par les textes de la décentralisation au Sénégal pour servir de cadre de cohérence à l'action publique locale. C'est un document quinquennal de planification dont les modalités d'élaboration sont laissées à la discrétion des collectivités locales. A Ndiagianao, le Conseil Rural a choisi d'exploiter les outils d'élaboration du budget participatif pour réactualiser son PLD. IED Afrique a donc appuyé des forums communautaires d'échanges sur les besoins des populations, la mise en commun des orientations issues de ces forums, la rédaction du PLD et la planification des actions retenues. Le PLD participatif ainsi conçu a été restitué aux populations. En adoptant les outils du budget participatif dans son système de planification à moyen terme, la Communauté Rurale de Ndiagianao pose les jalons d'une réelle gouvernance locale participative.

Une approche capitalisée

L'année 2008 a été une année de capitalisation et de partage à grande échelle. En effet, après 5 ans d'expérimentation du budget participatif, l'expérience dans ces deux collectivités locales, l'accent est mis sur la capitalisation de l'expérience en vue de partager les leçons tirées de Fissel et de Ndiaganiao. Ainsi, un manuel qui décrit de façon simple, les différentes étapes suivies dans la mise en œuvre du budget participatif et les outils utilisés a été produit. Ce manuel a été diffusé à l'échelle sous-régionale et mis en ligne sur le site d'IED Afrique. Ce document méthodologique très accessible est aujourd'hui une des publications les plus demandées d'IED Afrique. Un film, également axé sur la présentation du processus et une affiche reprenant les différentes étapes du processus, produits en français et en langue nationale (wolof) permettent de visualiser la démarche.

Une expérience partagée

Fissel et Ndiaganiao ont reçu plusieurs visites de conseillers ruraux ou municipaux. Ces deux Communautés font partie des 5 collectivités sénégalaises choisies pour accueillir les participants à la conférence régionale sur « Pour un Renforcement de la Participation Citoyenne et la Transparence Budgétaire dans la Gestion Locale », tenue en octobre 2008 à travers un partenariat Banque Mondiale, IED Afrique, PDM, ONU Habitat, Enda-TM et le PNUD. Plus de 170 participants venant de plus de 20 pays ont participé à cette conférence et chacune des 2 communautés rurales a accueilli environ 60 visiteurs.

Le CONGAD, le PRODEL/GTZ y ont également conduit environ 70 élus locaux pour échanger sur l'expérience participative de ces deux collectivités locales. Plusieurs collectivités s'engagent à expérimenter le budget participatif lors des prochains mandats. C'est dire que Fissel et Ndiaganiao rayonnent et que leurs expériences inspirent. Des maires du Burkina Faso vont également visiter ces expériences en 2009.

1.2. RESTAURER LA CONFIANCE AVEC LE SUIVI-ÉVALUATION PARTICIPATIF (SEP) AU MALI

Depuis 2004, IED Afrique, en partenariat avec le Réseau « Réussir la Décentralisation » du Mali, appuie la Commune de Bancoumana dans la mise en place d'un système de suivi-évaluation participatif de la décentralisation. En 2008, après la tenue de différentes sessions de formation dispensées par l'équipe SEP du Mali sur la place des communautés villageoises dans la décentralisation, les différents changements induits ont été explorés. Il apparaît que, grâce à cette initiative, les populations sont maintenant plus disposées à payer l'impôt. En outre, les formations dispensées dans le cadre de cette expérience ont permis aux populations de comprendre les enjeux électoraux. Elles ont également conscience de l'importance des actes d'état civil et viennent spontanément se procurer des actes de naissance, de mariage à la Mairie et y payent la vignette. De manière générale, cela a instauré un climat de confiance entre la mairie et les populations.

L'équipe SEP de Bancoumana a participé à l'auto-évaluation communale organisée par le Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT). Il s'agissait de voir comment les acteurs communaux peuvent,

par eux-mêmes, renforcer leurs rôles et responsabilités en vue d'atteindre leurs objectifs communs de développement. Enfin, l'équipe SEP a participé à la session de formation sur la mise en place des comités de prévention et de gestion des conflits dans tous les villages de la commune. Des objectifs de développement d'ici la fin du mandat de l'actuel conseil communal ont été élaborés. Dans ce cadre, un comité de suivi de la communication communale a été mis en place en vue de l'organisation de rencontres.

1.3. EVALUATION COMMUNAUTAIRE D'UN SERVICE PUBLIC

La grille d'évaluation communautaire appliquée au secteur de l'éducation a été expérimentée en 2006 dans la communauté rurale de Ndiass, département de Mbour, au Sénégal. En 2008, cet exercice qui avait créé un réel enthousiasme et a été renouvelé à leur demande. Les parents d'élèves, le corps enseignant, les élus locaux ont pu évaluer ensemble, sur la base de critères définis par eux-mêmes, la qualité des services éducatifs dans la communauté. Les participants se sont réappropriés leur école et ont eu l'opportunité d'en orienter les actions selon leurs priorités au niveau local. Un comité de suivi représentatif des différentes parties prenantes a été mis en place. Sa mission consiste à amener les écoles de la Communauté Rurale à mettre en place des outils pour rendre compte de l'utilisation des ressources : par exemple affichages des dotations en matériel et équipement, des budgets. Il doit également travailler à faciliter le dialogue et la concertation permanents entre enseignants, élus et parents d'élèves.



© Bara Guéye

A landscape photograph showing a river flowing through a valley. The river is in the foreground, surrounded by green bushes and some dry vegetation. In the background, there are brown, eroded hills under a clear sky. A yellow banner with white text is overlaid across the middle of the image.

PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE DES RESSOURCES NATURELLES

La crise environnementale n'est pas une nouveauté. Depuis les années 1970, il y a un mouvement global en faveur de la nature qui, même s'il est resté marginal dans la définition des politiques environnementales, a quand même joué un rôle d'alerte. Les changements climatiques observés à l'échelle de la planète avec leur lot d'inondations, de sécheresses et d'autres catastrophes ont fini par convaincre l'opinion que les pratiques dominantes d'exploitation des ressources naturelles mettent en danger la vie humaine.

En Afrique, et surtout au Sahel, où les populations dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance et leur épanouissement, surtout dans les zones rurales, cet enjeu de préservation des ressources est encore plus crucial. Or, avec les sécheresses récurrentes, l'augmentation des superficies emblavées, la commercialisation abusive des ressources naturelles, la concurrence entre différents groupes sont autant de facteurs dont la conjugaison a contribué à rompre l'équilibre entre les prélèvements et le renouvellement des ressources.

Les ressources naturelles partagées sont les plus exposées surtout lorsqu'il n'existe pas de cadre réglementaire adapté. Les textes de loi sont mal connus des populations (et parfois même des administrations) et surtout très peu appliqués. Les principes et les autorités coutumiers de régulation sont de plus en plus affaiblis notamment par les réformes et les prétentions foncières des Etats durant les trois premières décennies des indépendances.

2.1. CONVENTIONS LOCALES : PROMOUVOIR UN CADRE REGLEMENTAIRE PARTAGÉ

La définition de règles d'accès et de contrôle des ressources naturelles communes est nécessaire au niveau local afin de stopper la spirale de la dégradation ou la montée des conflits. Les conventions locales sont des arrangements locaux élaborés par les populations pour mieux gérer leurs ressources naturelles. Elles découlent souvent d'un contexte de dégradation des ressources et d'une volonté pour les populations locales de recouvrer une situation antérieure plus favorable. C'est donc une solution endogène à un problème local.

Les conventions locales posent la problématique d'une gestion globale et holistique des ressources naturelles prenant en compte les aspects économiques, sociaux et organisationnels. Elles contribuent au renforcement du pouvoir de contrôle des populations sur leurs propres ressources à travers la définition de règles locales qui garantissent la durabilité. Elles représentent une stratégie pour rendre effective la gestion des ressources naturelles, une compétence transférée dans le cadre de la décentralisation.

Les Conventions locales de gestion des ressources naturelles constituent aujourd'hui un élément important du dispositif mis en place par les populations locales partenaires d'IED Afrique pour répondre à la crise environnementale. Par ailleurs, elles constituent des mécanismes de mise en œuvre locale des trois grandes conventions internationales (sur la désertification, sur la diversité biologique, sur les changements climatiques).



Renforcer les dynamiques en cours

Dans le cadre du Programme Réussir la Décentralisation, IED Afrique appuie la communauté Rurale de Fissel pour la mise en place et le suivi des conventions locales. C'est ainsi que dans plusieurs villages de la collectivité locale, l'utilisation des ressources naturelles fait aujourd'hui l'objet d'une réglementation concertée. Certaines de ces règles, du fait d'un renouvellement des générations d'acteurs et de la dynamique du contexte, nécessitent quelquefois des mises à jour pour tenir compte des différents intérêts en jeu. C'est ce qui rend possible la durabilité des initiatives basées sur la concertation.

En 2008, une rencontre entre les éleveurs et les agriculteurs de la convention locale de Médine a été organisée en relation avec le Conseil rural et la sous préfecture. Cette rencontre demandée par les usagers de la convention locale a permis de mettre en place un comité de médiation et de gestion des conflits.

Plusieurs rencontres de concertation ont été organisées pour renforcer le dispositif de surveillance des ressources, mais aussi pour réfléchir sur le devenir de la convention locale de Mbédap qui pose aujourd'hui un problème légitime relatif à l'exploitation des ressources forestières qui ont été fortement régénérées grâce à la mise en défens. Les résultats de ces concertations ont permis d'envisager l'élaboration d'un plan d'aménagement de la forêt de Mbédap.

Les conventions locales que IED Afrique accompagne dans cette collectivité sont moins anciennes que celles de Mbédap, de ce point de vue, elles posent une problématique assez simple. L'enthousiasme observé de la part des acteurs lors des concertations et la volonté exprimée par les élus locaux et les autres institutions partenaires ont permis de mieux orienter notre accompagnement. Dans cette communauté rurale, une dynamique de collaboration intéressante entre les différents intervenants partenaires de la collectivité locale est en train de se dérouler.

A Lissar, l'accompagnement et le suivi des conventions locales au cours de cette année ont été essentiellement axés sur le renforcement des capacités des acteurs. C'est ainsi qu'en partenariat avec l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR), le service des Eaux et Forêts, la sous préfecture de Médina Ndakhar et le Centre d'Appui au Développement Local (CADL), les membres des Cellules d'Animation et de Concertation (CAC) ont été formés à la gestion des ressources naturelles (technique de pépinière, RNA, la mise en défens...) et sur la gestion administrative et financière (rôles et responsabilités des leaders, gestion des réunions des fonds des CAC, archivage etc.). Ces formations ont mobilisé l'ensemble des autorités administratives, des élus locaux et notables de la localité. Des règles consensuelles ont été collectivement définies et validées par le Conseil Rural. Un dispositif de surveillance pour le respect des règles a également été mis en place.

Capitaliser et diffuser les pratiques

IED Afrique a produit un film qui fait le point sur les différentes formes de conventions locales (ressources végétales, pastorales, marines...) ainsi que sur les processus de concertation ayant permis leur mise en œuvre, mais montre en même temps l'importance économique des conventions locales dans les stratégies de lutte contre la pauvreté au Sénégal. Ce film a été produit dans le cadre du Réseau National sur les Conventions Locales et les quatre expériences documentées sont appuyées par des structures membres du réseau. Sa diffusion continue à travers les autres réseaux nationaux du Programme Réussir la Décentralisation (Burkina Faso, Mali et Niger). Il constitue ainsi un support de plaidoyer aux niveaux local, national et sous-régional.

Dans le but de mieux partager les informations et expériences des différentes structures membres du Réseau national sur les conventions locales, mais aussi de faire avancer les questions relatives à l'intégration des conventions locales dans le dispositif légal et juridique officiel, IED Afrique a organisé une journée thématique à laquelle plusieurs acteurs ont participé. Cette rencontre a permis de réunir des universitaires, des membres d'organisations intervenant sur les questions d'environnement et de GRN, des élus locaux et nationaux (PCR, conseillers, députés et sénateurs) mais aussi les responsables de la Direction Nationale des Eaux et Forêts pour échanger largement sur la question de la légalité des conventions locales. Les différentes activités de plaidoyer menées dans le cadre du Réseau National sur les Conventions Locales commencent à porter leurs fruits car les conventions locales sont prises en compte dans le draft du nouveau code forestier en préparation.





IED Afrique a permis au Réseau du Niger de mettre en place un processus de capitalisation de cinq conventions locales dans différentes régions. Ces différentes études vont permettre aux partenaires du Niger, engagés dans un processus de transfert des compétences de l'Etat vers les collectivités locales, de disposer d'une banque de données sur différentes initiatives locales de gestion concertée des ressources naturelles. Cet appui à la documentation des conventions locales entre aussi dans le cadre de la diffusion des bonnes pratiques en matière de GRN dans ce vaste pays où la préservation durable des ressources naturelles reste l'un des plus grands défis de la politique de décentralisation.

Outiller légalement les acteurs locaux

Dans le cadre du partenariat entre les Programmes Réussir la Décentralisation et Legal Tools, les activités sur le projet tourisme durable menées en partenariat avec le Centre Mampuya et l'association ACCESS se sont poursuivies en 2008. Le Programme Legal Tools vise à mettre à la disposition des communautés à la base des instruments juridiques tirés de la législation sénégalaise leur permettant de mieux connaître leurs droits fonciers et de mieux les défendre lorsque celles-ci font l'objet d'affectation à des investisseurs privés dans le secteur. Afin de concevoir un outil simple et accessible aux populations locales, les activités menées en 2008 ont porté entre autres sur :

- La collecte auprès des différents groupes locaux, des questions qu'elles se posent le plus souvent à propos de la sécurisation de leurs droits
- Le recours à un spécialiste du droit pour donner les différentes réponses juridiques à ces questions en s'appuyant sur la législation en vigueur
- La production d'un guide illustré simple comprenant les différentes questions et les réponses
- L'appui à la diffusion du guide à travers la formation de para-juristes issus de la communauté

A man in a blue shirt is working in a field, possibly a nursery or a farm. He is holding a vertical wooden post or branch. The background shows lush green vegetation and trees. The overall scene is bright and natural.

VALORISER LES PRATIQUES AGRICOLES ALTERNATIVES

L'enseignement majeur de la crise alimentaire est que les systèmes agricoles doivent être repensés pour donner la priorité à l'instauration d'une réelle souveraineté alimentaire et à l'adoption d'une agriculture préservatrice de l'environnement. L'option productiviste, issue de la controversée « révolution verte », a montré ses limites quant à ces deux déterminants. Mais la crise alimentaire a remis l'agriculture dans l'agenda des décideurs globaux et nationaux. Toutefois, les réponses nationales en Afrique continuent de privilégier une agriculture intensive utilisant beaucoup d'intrants externes. De même, la place respective de l'agriculture familiale et de l'agro-business dans la modernisation de l'agriculture fait toujours l'objet de débat.

Pour IED Afrique, la crise agricole est un argument de plus pour la promotion de pratiques agricoles alternatives basées sur une utilisation minimale d'intrants externes et la diversité agricole. Ces pratiques s'appuient sur une agriculture familiale revalorisée. En effet, environ 600 millions de familles dans le monde vivent de cette agriculture. Elle offre la possibilité de préserver la biodiversité et la résilience des systèmes agro écologiques s'appuyant sur des traditions culturelles fortes. Elle a également le potentiel de garantir une souveraineté alimentaire surtout en Afrique où la survie de près de 70% de la population dépend de l'exploitation des ressources naturelles.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer les activités menées dans le cadre des programmes AGRIDAPE et PROFEIS. Ces deux programmes visent à promouvoir une agriculture durable capable de contourner les obstacles que rencontrent les paysans en conciliant des pratiques agricoles qui assurent une bonne productivité et la préservation des ressources naturelles et s'appuyant sur les connaissances traditionnelles.

3.1. AGRIDAPE, PARTAGER LES EXPERIENCES AGRICOLES ALTERNATIVES

L'objectif principal du programme Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) est de promouvoir, par le partage des expériences, une agriculture durable soucieuse d'articuler l'amélioration de la productivité agricole à la prise en compte des aspects environnementaux en s'appuyant sur les savoirs locaux et l'inclusion sociale. AGRIDAPE, c'est un magazine, une communauté de lecteurs en réseau et un projet de renforcement des capacités en capitalisation.

Diffuser l'information agricole

Le magazine AGRIDAPE est l'édition francophone du réseau LEISA qui comprend 6 autres éditions régionales en espagnol, en portugais, en bahassa, en anglais indien, en chinois et une édition internationale. C'est une publication trimestrielle thématique. En 2008, les thématiques ont porté sur la lutte antiparasitaire écologique (23.4), le commerce équitable (24.1), la dynamique des sols vivants (24.2) et l'inclusion sociale (24.3).

AGRIDAPE compte 2600 abonnés essentiellement des praticiens de l'agriculture, répartis dans 55 pays dont 37 en Afrique qui représentent 88% des abonnés. L'enquête auprès des lecteurs conduite en 2008 a révélé que chaque exemplaire est lu en moyenne par 3 personnes ce qui porte l'audience de ce magazine à près de 9000 lecteurs.

Influencer les politiques par les pratiques

Au-delà du magazine, le programme promeut la mise en réseau des acteurs pour leur permettre de partager leurs expériences de façon plus approfondie à l'échelle nationale en prenant en compte les spécificités locales. Cela permet à la fois un renforcement mutuel des capacités et une dynamique d'influence des instances nationales de prise de décision. En effet, le programme considère les réseaux nationaux comme une bonne échelle d'échange et de dialogue politique basé sur les expériences pratiques.

Ainsi, la mise en place de réseaux est l'une des stratégies adoptée par AGRIDAPE pour stimuler l'apprentissage mutuel, faciliter la diffusion des pratiques agro-écologiques et promouvoir le concept d'agriculture durable. L'idée n'est pas d'implanter de nouveaux réseaux. Il s'agit plutôt d'impulser un mécanisme d'échanges ouvert à tous les acteurs de l'agriculture qui souhaitent élargir leurs bases de connaissances sur l'agriculture durable, dans les pays les plus représentatifs de la communauté des lecteurs du magazine dont le Burkina Faso, le Sénégal, le Cameroun, le Mali, le Bénin et le Niger. Ces réseaux sont ouverts à tous les acteurs de l'agriculture qui souhaitent élargir leurs bases de connaissances sur l'agriculture durable.

En 2008, l'initiative de la fondation Georgeslemaraicher de constituer un comité des lecteurs d'AGRIDAPE au Cameroun a été appuyée. Une quinzaine de lecteurs et responsables de structures à Daoula et Yaoundé ont été mobilisés pour réfléchir sur les bases d'un réseau national. Cette plateforme devrait servir de tremplin pour capitaliser les expériences de terrain des membres et susciter l'intérêt des autres acteurs pour l'agriculture durable à faible apports externes. Le lancement de ce réseau est prévu en 2009.

Au Mali, une première revue des institutions maliennes menée en janvier/février 2008 a permis de repérer les organisations maliennes actives dans le domaine de l'agriculture durable. Une mission de prise de contact avec les lecteurs d'AGRIDAPE et certaines organisations identifiées par l'étude a été organisée. Il est ressorti que l'agriculture durable est d'un grand intérêt pour les organisations ; que l'idée d'un réseau des acteurs pour le partage des expériences en agriculture durable est très pertinente et répond à un besoin réel des lecteurs et institutions et, enfin, que la capitalisation est une excellente porte d'entrée pour le lancement de ce réseau.



Au Bénin, les contacts établis lors de l'atelier de capitalisation DURAS en février 2008 et la proposition du syndicat paysan Synergie Paysanne pour la tenue d'un forum national sur l'agriculture durable a retenu l'attention du programme. Toutes les structures rencontrées, lors de la mission de prise de contact en novembre 2008, ont manifesté un grand intérêt pour des activités communes telles que l'organisation d'un atelier de capitalisation. Elles se sont également engagées à appuyer la production du magazine AGRIDAPE par leurs contributions en articles.

Au Sénégal, en réponse à la crise alimentaire sans précédent qui a engendré une effervescence sociale et politique, IED Afrique et la Fédération des organisations paysannes du Sénégal (FONGS) ont organisé, le 5 juin 2008, une journée thématique autour de la question : Quelle agriculture pour le Sénégal ? L'objectif de cette rencontre était de réunir les acteurs du développement afin de susciter une réflexion sur l'état de l'agriculture sénégalaise, des pratiques aux politiques. Il s'agissait, en effet, de questionner les conditions d'efficacité et de durabilité des pratiques agricoles actuelles, d'aborder la problématique des enjeux commerciaux face à la globalisation et, enfin, de dégager des perspectives pour une politique agricole forte.

Renforcer la capitalisation des expériences

De nombreuses expériences de développement sont conduites partout dans le monde et, particulièrement, en Afrique pour lutter contre la pauvreté, promouvoir les droits humains ou le développement d'une agriculture plus durable. Ces efforts mobilisent diverses organisations de la société civile, des ONG, des organisations communautaires, des institutions publiques et des individus en ville et en zone rurale.

Bien entendu, toutes ces expériences ne sont pas des succès, mais chacune porte en elle des éléments d'apprentissage pour d'autres acteurs de développement. Tous les résultats peuvent et doivent être analysés afin d'identifier les succès, les limites, les conditions favorables et l'impact général réalisé. Cette masse de connaissances générées permet d'affiner les actions de développement. L'importance de ce processus dans la génération des connaissances est largement admise même si l'opérationnalisation du principe pose encore problème.

Or, si les réalisations et les leçons tirées ne sont pas documentées d'une manière ou d'autre, il est très difficile de les partager. Pour cette raison, une grande quantité d'informations qui pourrait contribuer à la génération des connaissances relatives à l'agriculture durable, en particulier, et au développement durable, en général, est perdue ou bien inaccessible.

Dans le cadre du programme AGRIDAPE, IED Afrique a expérimenté la méthodologie de capitalisation développée au sein du réseau LEISA pour explorer son adaptabilité au contexte des expériences d'Afrique francophone. Ainsi, en 2007, un manuel sur la capitalisation des expériences, « du terrain au partage », a été produit. Ce manuel a été largement diffusé en 2008 par voie postale et mis à disposition sur le site d'IED Afrique. Le projet a été renforcé par l'organisation de 2 ateliers de capitalisation en 2008. L'objectif n'est pas de s'arrêter aux formations, mais plutôt d'enclencher une dynamique pour développer une masse critique de personnes capables non seulement de démultiplier la formation mais aussi de conduire des processus de capitalisation à la base.

L'atelier de capitalisation du programme Promotion de l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel (PROFEIS) était destiné aux acteurs de ce programme qui accorde une place importante à l'identification et à la documentation des innovations paysannes. Onze personnes ont été formées dont neuf sénégalais et deux maliens. Cet atelier a été organisé avec des représentants d'organisation paysanne, des chercheurs et des agents de développement. Cette formation renforce la synergie thématique qui existe déjà entre le PROFEIS et AGRIDAPE.

A terme, le magazine servira de support de diffusion aux innovations paysannes du Sénégal et du Mali qui seront identifiées et caractérisées à travers le PROFEIS.

Au Niger, suite au lancement du réseau AGRIDAPE en 2007, la Plateforme des organisations paysannes du Niger, point focal du réseau, a organisé, en 2008 un atelier national de capitalisation à l'attention des membres. Cette rencontre a vu la participation d'une vingtaine d'acteurs du développement dont les représentants de la fédération de la filière riz, ceux de la coopérative des maraîchers, de la filière oignon et des organisations pastorales.

A l'issue de cet atelier, environ dix expériences ont été identifiées et leur capitalisation ébauchée. En outre, le réseau Niger envisage une traduction du manuel dans une des langues locales du pays pour rendre la méthodologie plus accessible aux producteurs à la base.

Développer une offre méthodologique

Le document intitulé du « terrain au partage : manuel de capitalisation des expériences » a suscité tellement d'intérêt auprès des partenaires à différents niveaux que IED Afrique a jugé pertinent de continuer les publications de documents méthodologiques sur le passage de l'expérience de terrain au partage des leçons et connaissances tirées en instituant une série méthodologique « du terrain au partage ».

Le premier numéro de la série est consacré aux innovations paysannes. Le vocable innovation(s) paysanne(s) est donc très à la mode dans le milieu. De plus en plus de programmes de développement ambitionnent d'identifier et/ou de promouvoir les mécanismes d'innovations locales et/ou paysannes.

Pourtant des questions centrales restent posées : Qu'est ce qu'une innovation ? Qu'est ce qu'une innovation paysanne ? Quel est le processus de l'innovation ? Comment identifier/reconnaître/valider une innovation paysanne ? Quels principes doivent sous-tendre ce processus de partage ? Quels sont les outils pour décrire et analyser une innovation paysanne ? Quels sont les mécanismes/les supports/les échelles de partage possibles ? Quel(s) est (sont) le(s) rôle(s) des différents acteurs dans un processus de partage des connaissances paysannes ? Quelle place à la propriété intellectuelle dans une optique de partage des connaissances paysannes ? C'est à cela que répond le numéro de la série sur la capitalisation des innovations paysannes en s'appuyant sur les leçons tirées de la mise en œuvre du PROFEIS au Sénégal et au Mali.



3.2 PROMOUVOIR L'EXPERIMENTATION ET L'INNOVATION PAYSANNES AU SAHEL (PROFEIS)

Avec le contexte agro-alimentaire mondial et après des décennies de transfert de technologies, le savoir paysan est devenu d'un intérêt majeur et semble peu à peu gagner en crédit de par son adaptabilité (aux contextes agro-écologique et social) son accessibilité (pour des paysans à faibles ressources), sa durabilité (au regard de la préservation des ressources naturelles et de la lutte contre la pauvreté). Le PROFEIS, lancé en 2007, vise à promouvoir la diffusion de processus et de technologies simples et accessibles basés sur la valorisation de la créativité des paysans et autres acteurs locaux. Le programme est mis en œuvre au Mali et au Sénégal et s'appuie sur une approche multi-acteurs dans laquelle le paysan innovateur est l'élément central.

Une telle initiative se justifie d'autant plus que depuis plusieurs années, le désengagement de l'Etat du secteur rural a rendu l'accès aux technologies conventionnelles difficile pour les paysans pauvres en ressources. En outre, les solutions techniques produites par la recherche ne prennent pas souvent compte des contraintes propres à ces catégories d'acteurs. Les différentes crises mentionnées plus haut sont venues aggraver la situation tout en constituant des arguments complémentaires pour tous ceux qui se battent depuis longtemps pour faire de l'innovation locale la base de la production de technologies adaptées.

Depuis son lancement, le Programme PROFEIS met un accent particulier sur la documentation des processus d'innovation et des

technologies qui en sont issues, la facilitation de l'apprentissage mutuel entre innovateurs à travers leur mise en réseau, l'appui à l'expérimentation conjointe pour faciliter le partenariat tripartite chercheurs-innovateurs-conseillers agricoles, la formation technique.

En 2008, les activités d'identification et de caractérisation des innovations se sont poursuivies avec 7 nouvelles innovations caractérisées au Mali et 3 innovations au Sénégal. Au Mali, toutes ces nouvelles innovations sont menées par les femmes ; ce qui a permis de corriger le déséquilibre constaté pendant la première année au cours de laquelle tous les innovateurs identifiés étaient des hommes. A ce jour, 45 innovations ont fait l'objet de caractérisation dont 13 portées par les femmes dans les deux pays

La plupart des innovations caractérisées sont à caractère technique mais quelques innovations institutionnelles sont également identifiées principalement au Sénégal. Le choix initialement porté sur des entrées thématiques à caractère technique a certainement contribué à cette situation, même si l'importance d'avoir des innovations organisationnelle a souvent été réitérée.

Dans les deux pays, le processus d'expérimentation conjointe a démarré en 2008 après la tenue d'un atelier de formation sur l'expérimentation conjointe dans chaque pays. Le processus d'expérimentation est à ses débuts même si au Mali quelques résultats ont été déjà obtenus : gains de productivité, meilleure valorisation de certains produits, réduction des coûts de traitements par la valorisation des ressources locales, etc. Toutefois, la production de résultats pour certains protocoles expérimentaux (par exemple plantation de manguiers au Sénégal) prend plus de temps. A ce jour il y'a 11 expérimentations pilotes en cours dont 8 au Mali.

Le processus de mise en réseau des paysans innovateurs se renforce progressivement. Plusieurs visites entre paysans innovateurs et entre ces derniers et le reste de la communauté ont été organisées dans le courant de l'année 2008. Ces visites ont présenté un double avantage. Elles valorisent les initiatives prises par les innovateurs en élevant par la même occasion le profil de ces derniers au sein de leurs communautés, d'une part, et constituent des mécanismes efficaces de diffusion et de partage d'idées et d'expériences, d'autre part.

Le programme suscite de plus en plus d'intérêt auprès d'autres structures. C'est ainsi qu'au Sénégal, l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) de Thiès, de même que des chercheurs des Universités de Thiès et de Dakar, ont rejoint le Comité National de Pilotage. La participation des instituts de recherche et de formation est très importante car elle contribue à l'institutionnalisation de l'approche Développement Participatif de Technologie (DPI) à travers sa prise en compte dans les curricula de formation.

On note également le démarrage de nouveaux partenariats entre PROFEIS et d'autres programmes. Dans cette perspective, le Programme AGRIDAPE de IED Afrique a appuyé l'organisation d'une formation sur la capitalisation des innovations destinée aux membres du PROFEIS. Un guide sur le même thème est en train d'être finalisé par le programme AGRIDAPE. De même AGRECOL, fer de lance du programme au Sénégal, a appuyé la caractérisation de 3 nouvelles innovations dans les régions de Thiès et de Casamance.

Plusieurs activités médias ont eu lieu pour renforcer la visibilité du programme à travers des émissions radios, des reportages télé (Mali) et des articles de presse. Un second numéro du bulletin PROFEIS Info a également été produit et diffusé.



SYNTHESE DES PROGRAMMES EN 2008



réussir
la
décentralisation

L'objectif de ce programme est de contribuer au renforcement des processus de décentralisation au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal à travers l'appui à la mise en place d'organes de gouvernance inclusifs et participatifs et au renforcement des capacités des citoyens à contrôler l'action de élus et à amener ces derniers à rendre compte. Lancé en 2000, le programme est actuellement à sa deuxième phase qui bénéficie de l'appui financier de l'ASDI. Il est le fruit d'un partenariat entre l'IIED en Grande Bretagne, IED Afrique et les réseaux Réussir la Décentralisation du Burkina Faso, Mali et Niger.

AGRIDAPE

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) a débuté en 2003 à travers un partenariat entre ILEIA aux Pays-Bas et IED Afrique. L'objectif de ce programme est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3000 exemplaires distribués à environ 2600 abonnés dans 55 pays ainsi que des activités de mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable et de renforcement de capacités en capitalisation des expériences. AGRIDAPE est membre d'un réseau international regroupant 6 autres magazines régionaux et un magazine international (LEISA). AGRIDAPE bénéficie de l'appui financier du DGIS à travers ILEIA.

PROFEIS

Promouvoir l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel

Le Programme sur la « Promotion de l'Expérimentation et l'Innovation Paysannes au Sahel » (PROFEIS) couvre le Mali et le Sénégal. Son objectif est de contribuer à la production et à la diffusion d'innovations paysannes durables et accessibles aux paysans pauvres en ressources pour le renforcement de la sécurité alimentaire au Sahel. Il s'appuie sur une démarche multi-acteurs mettant en relation les chercheurs, les paysans innovateurs, le conseil agricole et les ONG à travers un dispositif centré sur le paysan et ses propres solutions. Le Programme bénéficie de l'appui financier de MISEREOR, Allemagne.



Chronic Poverty
Research Centre

Ce programme, fruit d'un partenariat entre IED Afrique, Overseas Development Institute (ODI) et l'Université de Manchester a été lancé en 2006. Il porte sur la mise en œuvre de recherches visant une meilleure compréhension de la dynamique de la pauvreté chronique afin de mettre à la disposition des décideurs politiques des informations pour un meilleur ciblage des programmes de lutte contre la pauvreté. Les activités en Afrique de l'Ouest sont menées au Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Sénégal. Ce programme bénéficie d'un financement de ODI.

SUPPORTS PRODUITS 2008



PARTENARIATS ET EVENEMENTS EN 2008

Des partenariats innovants ont été établis avec des structures qui partagent avec IED Afrique un certain nombre de convictions et de pratiques.

Partenariat avec la Fondation Rurale d'Afrique de l'Ouest (FRAO) : en réalité, ce partenariat date de longtemps mais a franchi un nouveau pas en 2008 à travers la conception et la mise en œuvre conjointe d'un programme de formation sur le Suivi-Evaluation Participatif destiné aux responsables de programmes financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre. Trois ateliers sous-régionaux ont été organisés.

Partenariat avec Vision Mondiale : il porte sur la formation et l'accompagnement méthodologique des responsables d'antennes départementales dans les régions de Kaffrine et Diourbel, l'objectif étant de les doter des capacités nécessaires pour accompagner les communautés rurales dans la conception et la mise en place de conventions locales. IED Afrique a accompagné six collectivités locales partenaires de Vision Mondiale dans les régions de Kaffrine et Diourbel, renforcé les connaissances des partenaires locaux de Vision Mondiale en matière de GRN et sur la démarche participative d'élaboration des conventions locales. Ce partenariat constitue un mécanisme pour la mise à l'échelle des résultats du Programme Réussir la Décentralisation et leur appropriation par d'autres structures.

Partenariat avec la Banque Mondiale : celui-ci a porté sur la préparation et l'organisation d'une rencontre internationale sur la transparence budgétaire. Cette initiative qui a également impliqué d'autres partenaires (PDM, ONU Habitat, ENDA-TM et le PNUD) avait pour objectif l'identification et le partage des expériences francophones en matière de planification participative, de gestion



transparente des ressources et de suivi-évaluation de la performance des services publics. Plus de 170 participants ont pris part à cet atelier. Cette rencontre a été une bonne plateforme pour partager les résultats du travail mené par IED Afrique dans le développement d'outils méthodologiques de Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) tels que le Budget Participatif, le suivi-évaluation participatif ou le genre.

Participation à l'atelier FIDA sur le repérage et le partage des innovations pour le développement agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre : AGRIDAPE a participé à la Foire-Atelier sur le repérage et le partage des innovations pour le développement agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre tenue à Ouagadougou, Burkina Faso du 23 au 26 juin 2008. Cette rencontre qui entre dans le cadre d'une initiative régionale du FIDA a été organisée en collaboration avec le CTA, l'OCDE, l'UNIFEM, le ROPPA et la FRAO. Elle a réuni environ 130 participants : innovateurs et organisations diverses régionales et internationales. La rencontre a été l'occasion de faire la promotion d'AGRIDAPE et du PROFEIS et d'engager une discussion sur les pistes de collaboration avec le FIDAFRIQUE dont la deuxième phase démarre en 2009.

PERSPECTIVES 2009

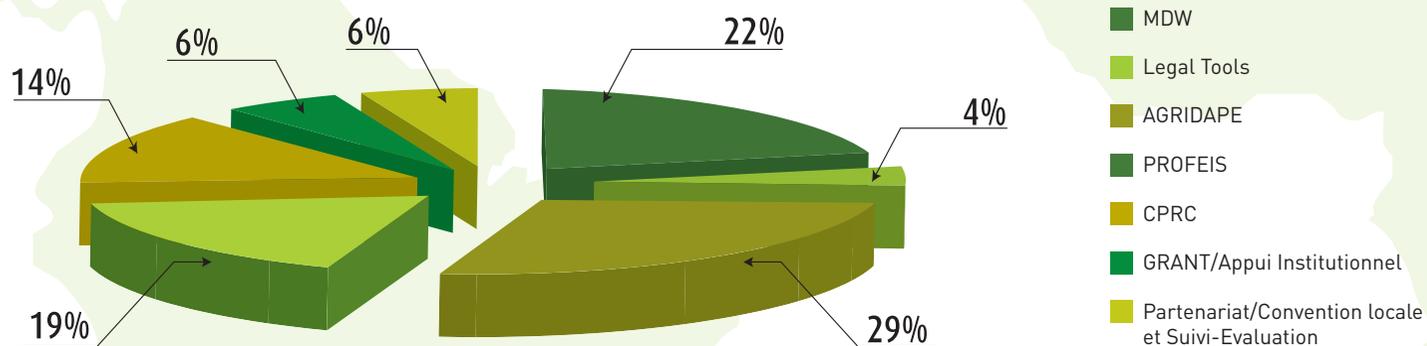
- Le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), à travers son programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA), a confié à IED Afrique la coordination du Fonds de soutien aux stratégies d'adaptation (FSSA) destiné à appuyer des initiatives locales en matière d'adaptation aux changements climatiques et à la variabilité climatiques au Burkina Faso, Mali, et Sénégal. Il s'agira de mettre à la disposition des porteuses ou porteurs de projets innovants d'adaptation aux changements climatiques un appui méthodologique et des ressources financières pour la consolidation, la capitalisation et la diffusion de leurs initiatives. Cette phase pilote porte sur une durée de 18 mois.
- L'UICN Pays Bas a également apporté son appui à une proposition de projet de IED Afrique portant sur la promotion des conventions locales pour une gestion durable de la biodiversité au Sénégal. Ce programme vient renforcer les activités déjà menées dans ce domaine dans le cadre du Programme Réussir la Décentralisation. L'objectif est de capitaliser, renforcer et diffuser les expériences réussies de gouvernance locale des ressources naturelles à travers la définition de règles consensuelles élaborées par les usagers des ressources avec l'appui des gouvernements locaux.
- La Banque Mondiale en collaboration avec le Royaume des Pays Bas, a lancé, en mars 2008, le Forum d'Action pour la Gouvernance Locale en Afrique Francophone (FAGLAF), réseau qui vise à promouvoir l'échange d'expériences, l'apprentissage mutuel et la dissémination des bonnes pratiques en matière de gouvernance locale et de responsabilité sociale. IED Afrique a été retenue comme structure de coordination régionale avec la responsabilité de renforcer et de développer le réseau, de mettre en place et d'animer le système de formation à distance. Cette phase porte sur une durée de 18 mois.



BUDGET 2008

ORIGINE	RESSOURCES
MISEREOR	54 378 835
ILEIA	83 045 022
CPRC	40 664 306
IIED	89 702 893
PARTENARIAT/SENEGAL	15 864 000
Total	283 655 056

REPARTITION DU BUDGET 2008 PAR PROGRAMME



Partenaires financiers : IIED/ASDI, ILEIA/DGIS/ASDI, MISEREOR, ODI/UM/DFID

EQUIPE EXECUTIVE



Mouhamadou L. Seck
Chargé de Programme
Décentralisation et GRN
moulaseck@iedafrique.org

Maimouna Dieng Lagnane
Responsable Administrative
et Financière
maimadieng@orange.sn
maimadieng@iedafrique.org

Awa Faly Ba Mbow
Coordonnatrice des
Programmes
awafba@orange.sn
awafba@iedafrique.org

Bara Guèye
Directeur
baragueye@orange.sn
baragueye@iedafrique.org

Safietou Sall Diop
Chargée d'Information
safietousall@iedafrique.org

ILS NOUS REJOignent EN 2009 !



Mamadou Amadou DIAKO
Chargé de Programme
Gouvernance Locale
madiako@iedafrique.org

Aïssatou TOUNKARA
Assistante de Programme
Information et Communication
atounkara@iedafrique.org

Cheikh Tidiane SALL
Chargé de Programme
Changements Climatiques
ctsall@iedafrique.org

Touty GUEYE DIOP
Assistante Administrative
touty.gueye@iedafrique.org

Mamadou FALL
Assistant de programme
Gestion des Ressources
Naturelles
mfall@iedafrique.org

IED Afrique
Innovation, Environnement, Développement
24 Sacré Cœur III,
BP 5579 Dakar Fann- Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
Courriel : contact@iedafrique.org
www.iedafrique.org